

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier Street/11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

This Request for Proposal contains a security requirement.

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Medium Support Vehicle System Project/Système de
véhicule de soutien moyen
105 Hôtel de Ville
Gatineau
Quebec
K1A 0A2

Title - Sujet MSVS - SMP Vehicles		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-06MSMP/J		Amendment No. - N° modif. 016
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-06MSMP		Date 2012-05-02
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$BW-008-22199		
File No. - N° de dossier 008bw.W8476-06MSMP	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-06-13		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: McMillan, Maryanne		Buyer Id - Id de l'acheteur 008bw
Telephone No. - N° de téléphone (819) 997-7628 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 997-0786
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See herein		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Véhicules de modèle militaire normalisé (MMN) - Demande de propositions (DP)

N° de l'invitation : W8476-06MSMP/J

Modification n° 016

La présente modification vise à :

- répondre aux questions des soumissionnaires
(voir la pièce jointe n° 1 de la modification n° 016 pour connaître les questions et réponses)
- apporter les modifications suivantes aux documents de la DP :

1. À la partie 7, article 1.8.7**Supprimer :**

« émanant du Canada ou »

2. À la partie 7, article 1.10.1**Supprimer :**

« exigée »

Insérer à la place :

« demandée »

3. À la partie 7 (Version anglaise seulement)**Supprimer :**

l'article 1.14 en entier

Insérer à la place :

1.14 Consultants and Other Contractors

1.14.1 Canada may enter into separate Contracts with consultants and other contractors to assist Canada during the performance of this Contract. Upon Notice from the CA, the Contractor must provide these consultants and other contractors with access to the Work, to the Contractor's employees and to all necessary things and information related to the Work in order to enable these consultants and other contractors to carry out their contractual obligations, in the same manner as the Contractor is required to provide to any authorized representative of Canada. These consultants and other contractors while on the Contractor's or any of its subcontractor's premises, will at all times be subject to the rules and regulations in force on these premises, with respect to the conduct of employees or visitors. Canada, at the reasonable request of the Contractor, will have removed from these premises any of these consultants and other contractors who have breached such rules and regulations, or whose conduct does not conform to that expected of and practiced by the Contractor's employees or visitors.

1.14.2 As a condition of such access, Canada will require such consultant or other contractor to execute a confidentiality agreement with the Contractor or lower tier subcontractor concerned, and/or such other agreement(s) that may be reasonably required by the Contractor.

4. À la partie 7, Annexe B, Appendice BA-3, ID. BA-3-19**Supprimer :**

« 2 antennes SPD1 (dipôle à port unique), dessin VD-98-00134; poids de 5,27 kg; »

Insérer à la place :

« 2 antennes SPD1 (dipôle à port unique), base d'environ 340 mm de hauteur (13,4 po) x 147 mm de diamètre (5,8 po); 4 trous de 11,4 mm (0,45 po) espacés à intervalles régulier sur une base de 114,3 mm (4,50 po) de diamètre. La longueur total du système d'antenne (lorsque montée sur la base) est d'environ 2770 mm (109 po). »

5. À la partie 7, Annexe B, Appendice BA-11, ID. BA-11-149**Supprimer :**

« 8% et 15% »

Insérer à la place :

« 5 % et 15 % »

6. À la partie 7, Annexe B, Appendice BC-1, ID. BC-1-770**Supprimer :**

« BC-1-605 2.7.2 Audio A.5.2.3.10.3 N/A N/A

BC-1-770 La fonctionnalité "audio" doit représenter le fonctionnement réel de composants en mouvement. »

Insérer à la place :

« BC-1-605 2.7.2 Audio A.5.2.3.10.3 N/A N/A

BC-1-77 La fonctionnalité Audio devrait fournir des sons pour supporter le diagnostic ou notifier l'utilisateur sur une action. »

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.

Les propositions déjà soumises peuvent être modifiées avant la date de clôture. Tout document de modification doit comprendre le numéro de la DP et la date de fermeture et doit être adressé à :

Module de réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place du Portage
Niveau 0A1, Phase III
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Véhicules de modèle militaire normalisé (MMN) N° W8476-06-MSMP/J					
Pièce jointe n° 1 à la modification n° 016 de la Demande de proposition					
Questions et réponses					
Dans le cas où l'une de vos questions n'a pas été abordée, il incombe aux soumissionnaires de présenter de nouveau leurs questions à l'autorité contractante à l'adresse suivante: NCR.MSVS@tpsgc-pwgsc.gc.ca					
Numéro de la question	Renvoi à la demande de propositions (DDP)		Question du soumissionnaire		Réponse
	Partie (1 à 8)	Article	Pièce jointe	B	C
40	Partie 5		3 "PAMI – Waiver and Indemnity"	Canada accepterait-il l'attestation si l'on supprimait le libellé du point 1(A)? La formulation est très générale et dégage la partie de la négligence grave ou de l'inconduite volontaire dont elle pourrait être responsable.	Non. Nous avons discuté de votre demande avec l'Institut de la machinerie agricole des prairies (IMAP) et il ne consent pas à retirer ce libellé. Par conséquent, un certificat ne contenant pas le libellé de l'article 1 (A) ne sera pas acceptable.
228	Partie 7	ID # BA-3-19	Pièce jointe BA-3 Appendice BA Annexe B	Le gouvernement du Canada peut-il rendre accessible le dessin VD-98-00134 mentionné dans cette section?	Le dessin de l'antenne est exclusif et ne peut être diffusé. La référence au dessin sera retirée. En vue d'indiquer l'espace requis, nous fournirons les mesures applicables de l'antenne. Veuillez consulter cette modification 16, item 4, pour voir les modifications appropriées.

Numéro de la question	Renvoi à la demande de propositions (DDP)			Question du soumissionnaire B	Réponse C
	Partie (1 à 8)	Article	Pièce jointe		
229	Partie 7	Annexe B Appendice BA	Pièce jointe BA-11-149-11	<p>Demande de clarification du paragraphe BA-11-149.</p> <p>La plage de 8 à 15 % du poids de la flèche d'attelage est théoriquement moins élevée que le transfert de poids éventuel d'une remorque avec un chargement de 10 000 kg et dont la charge utile se trouve à l'intérieur de l'enveloppe précisée du centre de gravité. Une plage de 6 à 15 % accueillerait le transfert de poids éventuel sans avoir d'incidence sur la maniabilité et le fonctionnement de la remorque. Veuillez préciser quels facteurs ont déterminé la valeur minimale de 8 % et si cette valeur peut être remplacée par 6 %.</p> <p>Toute augmentation dans la plage offrirait également une plus grande marge de manœuvre pour le chargement du conteneur et pour les changements futurs à apporter à l'équipement de bord du véhicule de la remorque.</p>	<p>Les contraintes imposées par l'introduction du BA-11-206 ont contribué à déterminer la plage du poids flèche d'attelage permise.</p> <p>La plage du poids de la flèche d'attelage du BA-11-149 sera modifiée comme suit : 5 % et 15 %.</p> <p>Veuillez consulter cette modification 16, item 5, pour voir les modifications appropriées.</p>

Numéro de la question	Renvoi à la demande de propositions (DDP) A			Question du soumissionnaire B	Réponse C
	Partie (1 à 8)	Article	Pièce jointe		
230	Partie 5		Pièce jointe 3	<p>La convention de non-responsabilité, de renonciation et d'indemnisation pour le Nevada Automotive Test Center (NATC) indique que l'entreprise convient également d'indemniser, de défendre, de protéger et d'exonérer Hodges Transportations Inc., ses successeurs et ayants droit, ses cadres et ses employés, et de les dégager indéfiniment de tout recours... sauf dans la mesure où ces blessures, morts ou dommages sont attribuables à une inconduite volontaire ou à de la négligence de Hodges Transportation, Inc.</p> <p>En comparaison, le document de renonciation et d'indemnisation pour l'Institut de machinerie agricole des Prairies (IMAP) indique que le soumissionnaire renonce à tout recours de quelque nature qu'il pourrait être intenté contre l'IMAP ou le NATC, ou les deux, ainsi que leurs employés, préposés ou agents, notamment les recours concernant un dommage résultant d'une négligence grave ou d'une inconduite délibérée.</p> <p>Les deux documents de renonciation ne sont pas autonomes à l'égard de chaque entité distincte (IMAP et NATC) dans les cas de négligence ou d'inconduite délibérée pouvant entraîner des divergences entre les deux documents.</p>	<p>Les soumissionnaires doivent convenir de trois indemnisations et renonciations distinctes. Chacune d'elle doit être lue séparément. Après consultation avec l'IMAP, il a été convenu que la référence au NATC ne pouvait être retirée.</p>

Numéro de la question	Renvoi à la demande de propositions (DDP) A			Question du soumissionnaire B	Réponse C
	Partie (1 à 8)	Article	Pièce jointe		
231	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
232	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
233	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
234	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
235	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
236	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
237				Des fluides/lubrifiants sont-ils disponibles pour achat auprès du NATC ou des fournisseurs à proximité? Pouvez-vous fournir les noms de distributeurs à proximité qui pourraient être en mesure de fournir des fluides et des lubrifiants (noms/coordonnées)?	Des fluides/lubrifiants ne sont pas disponibles pour achat auprès du NATC. Les villes de Carson City, Reno et Silver Springs disposent toutes de magasins de fournitures automobiles, notamment Summit, AutoZone et O'Rieley's, de même que tous les grands concessionnaires automobiles possédant des départements de service.
238	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
239	7	1.4.2 6.(c)		À la différence de la demande de propositions (DP) provisoire, un conflit de travail n'est plus considéré comme étant un « retard justifiable ». Par conséquent, nous demandons de revenir à l'ancienne version de l'article, qui inclut le conflit de travail. La même chose s'applique à l'article 11 de l'annexe D de la partie 7.	L'article 1.4.2.6 c) de la demande de proposition ne peut pas être modifié.

Numéro de la question	Renvoi à la demande de propositions (DDP)			Question du soumissionnaire B	Réponse C
	Partie (1 à 8)	Article	Pièce jointe		
240	7	1.8.7		L'article 1.8.1 explique que l'autorité contractante peut demander des modifications et les articles qui suivent décrivent la procédure. L'article 1.8.7 explique en outre qu'une modification « émanant » de l'autorité contractante dans le cadre du contrat d'acquisition doit être reflétée dans le contrat de soutien en service, s'il y a influence. Comme nous ne trouvons ni dans les sous-articles ci-dessus ni dans les modalités et conditions de la partie 8 la façon dont une modification peut « émaner » de l'autorité contractante, nous demandons que l'article soit modifié de la façon suivante : « Si une modification demandée par le Canada ou par l'une ou l'autre des parties dans le cadre du présent contrat a une incidence (...) »	Veillez consulter cette modification 16, item 1, pour les modifications appropriées.
241	7	1.10.1		Dans l'article 1.6 mentionné, nous ne trouvons aucune procédure sur la façon de « désigner » une modification. En ce qui concerne l'article 1.8, le terme « émanant » paraît à l'article 1.8.7 seulement, mais ne paraît pas dans la procédure relative aux modifications des travaux (voir la question ci-dessus). Par conséquent, nous demandons que l'article soit modifié de la façon suivante : « Si l'on convient d'une modification aux termes des articles 1.6, Demandes de travaux supplémentaires, ou 1.8, Modifications aux travaux, (...) »	Veillez consulter cette modification 16, item 2, pour les modifications appropriées.

Numéro de la question	Renvoi à la demande de propositions (DDP)			Question du soumissionnaire B	Réponse C
	Partie (1 à 8)	Article	Pièce jointe		
242	7	1.14.1/ 1.14.2		En ce qui concerne la définition d'« entrepreneur », nous supposons que, si elle vise d'« autres Entrepreneurs », l'« e » devrait être en minuscule. Cela s'appliquerait à l'ensemble de l'article. Si notre supposition n'est pas exacte, veuillez fournir une définition pour « autres Entrepreneurs ».	Veuillez consulter cette modification 16, item 3, pour les modifications appropriées.
243	7	3.2.1/ 3.2.2/ 3.2.3		Auriez-vous l'obligeance de nous fournir des détails sur la façon dont les plafonds de la responsabilité sont calculés. Pourriez-vous en outre préciser si l'autorité contractante a l'intention d'inclure les options dans le plafond de la responsabilité lorsqu'elles deviennent applicables et, dans l'affirmative, si la modification sera effectuée par l'entremise d'une modification du contrat.	<p>L'article 3.2.1 contient la limitation des dépenses pour tous les livrables énumérés à la Partie 7, Annexe C, excluant les options non exercées.</p> <p>L'article 3.2.2 contient la limitation des dépenses des articles énumérés à la Partie 7, Annexe C, Tableau 5 seulement.</p> <p>L'article 3.2.3 contient la limitation des dépenses réservées pour les demandes de travaux supplémentaires et/ou les propositions de modification au contrat; il ne s'agit pas d'un pouvoir d'engagement des dépenses.</p> <p>Si les options concernant les véhicules sont exercées, elles seront incorporées dans l'article 3.2.1 au moyen d'une modification au contrat. Cette modification au contrat servira aussi à ajouter l'instrument pour l'exercice des options concernant les véhicules.</p>
244	7	3.4.1.2 (b) 3.4.2 (b)		Nous comprenons que la procédure est d'utiliser le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 pour effectuer une demande de paiement en bonne et due forme à l'autorité contractante et pour préciser les calendriers connexes. Puisque nous ne trouvons aucune date relative à la signature par les représentants autorisés respectifs, nous vous demandons de bien vouloir fournir des précisions.	Lorsque le formulaire 1111 est soumis au Canada, il doit contenir la signature de l'entrepreneur. Les signatures exigées du Canada n'ont pas d'incidence sur la période de paiement puisqu'elles font partie du processus à suivre après la réception du formulaire 1111 rempli.

Numéro de la question	Renvoi à la demande de propositions (DDP) A			Question du soumissionnaire B	Réponse C
	Partie (1 à 8)	Article	Pièce jointe		
245	7	7.11		Nous supposons que les documents exigés en raison de la tenue des livres financiers, ainsi que d'autres lois et règlements, sont mentionnés dans cet article et peuvent être conservés uniquement à ces fins. La même chose s'appliquerait à l'article 23 de l'annexe D de la partie 7.	Les documents qui doivent être conservés en vertu de lois, de règlements ou de pratiques comptables peuvent être gardés par l'entrepreneur. Cela ne s'applique pas aux documents qui sont la propriété du Canada.
246	7	Annex D, Article 17		Puisque la facture originale ne peut être émise que lorsque l'expédition est terminée et que tous les certificats exigés dans le cadre du formulaire PWGSC-TPSGC 11111 sont signés par les représentants autorisés, nous supposons qu'une facture pro forma suffit à titre de document d'expédition.	Une facture pro forma est acceptable à titre de document d'expédition.

Numéro de la question	Renvoi à la demande de propositions (DDP) A			Question du soumissionnaire B	Réponse C
	Partie (1 à 8)	Article	Pièce jointe		
247	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
248	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
249	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
250	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
251	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
252	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
253	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
254	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
255	Cette question et sa réponse feront parti d'une modification future.				
256	Partie 7		Annexe A Article 11c	Veillez indiquer l'interprétation correcte. Est-ce que la production complète de véhicules doit être réalisée au niveau SECRET? Où seulement une portion de celle-ci, au besoin?	Seules les portions exigeant une production de niveau SECRET.
257	Partie 2	5.1		Nous comprenons que selon l'article 5.1, nous devons soumettre des réponses classifiées « SECRÈTES » relativement au document Valeurs de référence classifiées (Classified Reference Values) de l'annexe D, barème BA-6-1, pièce jointe BA-6, appendice BA, annexe B, partie 7. En même temps, nous comprenons que la classification ne s'applique qu'aux documents soumis et non aux certificats et aux résultats d'essais internes. Est-ce que notre supposition est exacte?	<p>Oui. La demande de propositions indique que : « Ces réponses, notamment les résultats des essais, doivent être classifiées SECRÈTES. »</p> <p>Les documents soumis au Canada en référence aux Valeurs de référence classifiées, peu importe la propriété intellectuelle, doivent être classifiés aux fins de soumission. Toutefois, les soumissionnaires ne sont pas tenus de classifier à l'interne leurs propres documents.</p>